

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20230706-lmc1205437-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 11 juillet 2023
Date d'affichage : 12/07/2023

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 6 JUILLET 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 6 juillet 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
68	11	2
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 23/07/180</p> <p>APPROBATION DES MODIFICATIONS N°2 DES STATUTS DE L'OFFICE INTERCOMMUNAL DE TOURISME PROVENCE MEDITERRANEE - CHANGEMENT DU NOM ET CHANGEMENT DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL</p>		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAU, Mme Josy CHAMBRON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETTON, M. Yannick CHENEVARD, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

REPRESENTES :

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Josée MASSI ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Dominique ANDREOTTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENTS :

Mme Corinne CHENET, M. Jean-Pierre COLIN.

Séance Publique du 6 juillet 2023

N° D' O R D R E : 23/07/180

**O B J E T : APPROBATION DES MODIFICATIONS N°2 DES
STATUTS DE L'OFFICE INTERCOMMUNAL DE
TOURISME PROVENCE MEDITERRANEE -
CHANGEMENT DU NOM ET CHANGEMENT DE
L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2221-1 et suivants portant dispositions générales des régions ; l'article L 2221-10 portant sur les régions dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment, les articles R2221-25 et suivants concernant les dispositions relatives au vote du budget pour les EPIC,

VU le Code du Tourisme, notamment les articles R.133-1 et suivants, portant dispositions particulières applicables aux Offices de Tourisme constitués sous la forme d'un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC),

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°16/11/147 du Conseil Communautaire en date du 10 novembre 2016, portant sur la création et l'adoption des statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal Provence Méditerranée sous forme d'EPIC,

VU la délibération n°16/11/149 du Conseil Communautaire en date du 10 novembre 2016 portant approbation de la Charte de Gouvernance et des grands principes financiers régissant l'Office Intercommunal de Tourisme Provence Méditerranée (OITPM),

VU la délibération n°17/03/75 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2017, portant approbation des modifications des statuts de l'Office Intercommunal de Tourisme Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/04/168 du Comité de Direction de l'Office Intercommunal de Tourisme Provence Méditerranée en date du 4 avril 2023, portant approbation des modifications n°2 des statuts de l'OITPM - changement du nom de l'OITPM et changement de l'adresse du siège social

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 26 juin 2023,

CONSIDERANT que la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a évolué en Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT qu'afin d'intégrer la notion de Métropole, Il est proposé de modifier la dénomination de l'Office Intercommunal de Tourisme Provence Méditerranée de la façon suivante : « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » (OTMPM),

CONSIDERANT que compte tenu du déménagement des services de la Direction Générale et donc du Siège Social de l'Office de Tourisme dans ses nouveaux locaux, il est nécessaire de procéder au changement de l'adresse administrative du Siège social,

CONSIDERANT qu'il convient d'approuver la modification des statuts de l'Office Intercommunal de Tourisme Provence Méditerranée ci-annexés tels que proposé ci-après,

« ARTICLE 2 : DENOMINATION – NATURE JURIDIQUE - PERIMETRE D'INTERVENTION - SIEGE SOCIAL

La dénomination de l'Etablissement Public, qui relève de la catégorie juridique des Etablissements Publics Industriels et Commerciaux, devient « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » OTMPM.

La zone géographique d'intervention de l'Etablissement Public Industriel et Commercial « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » concerne l'ensemble du périmètre de la Métropole TPM.

Le siège de l'Etablissement Public Industriel et Commercial « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » est fixé au n°24 Rue Baudin – Place Vincent Raspail – 83076 Toulon cedex »,

Et

« ARTICLE 24 : DOMICILIATION

L'EPIC « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » fait élection de domiciliation au n°24 Rue Baudin – Place Vincent Raspail – 83076 Toulon cedex »,

CONSIDERANT que l'ensemble des autres articles des statuts de l'Office de Tourisme restent inchangés,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

D'APPROUVER la modification des statuts de l'Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

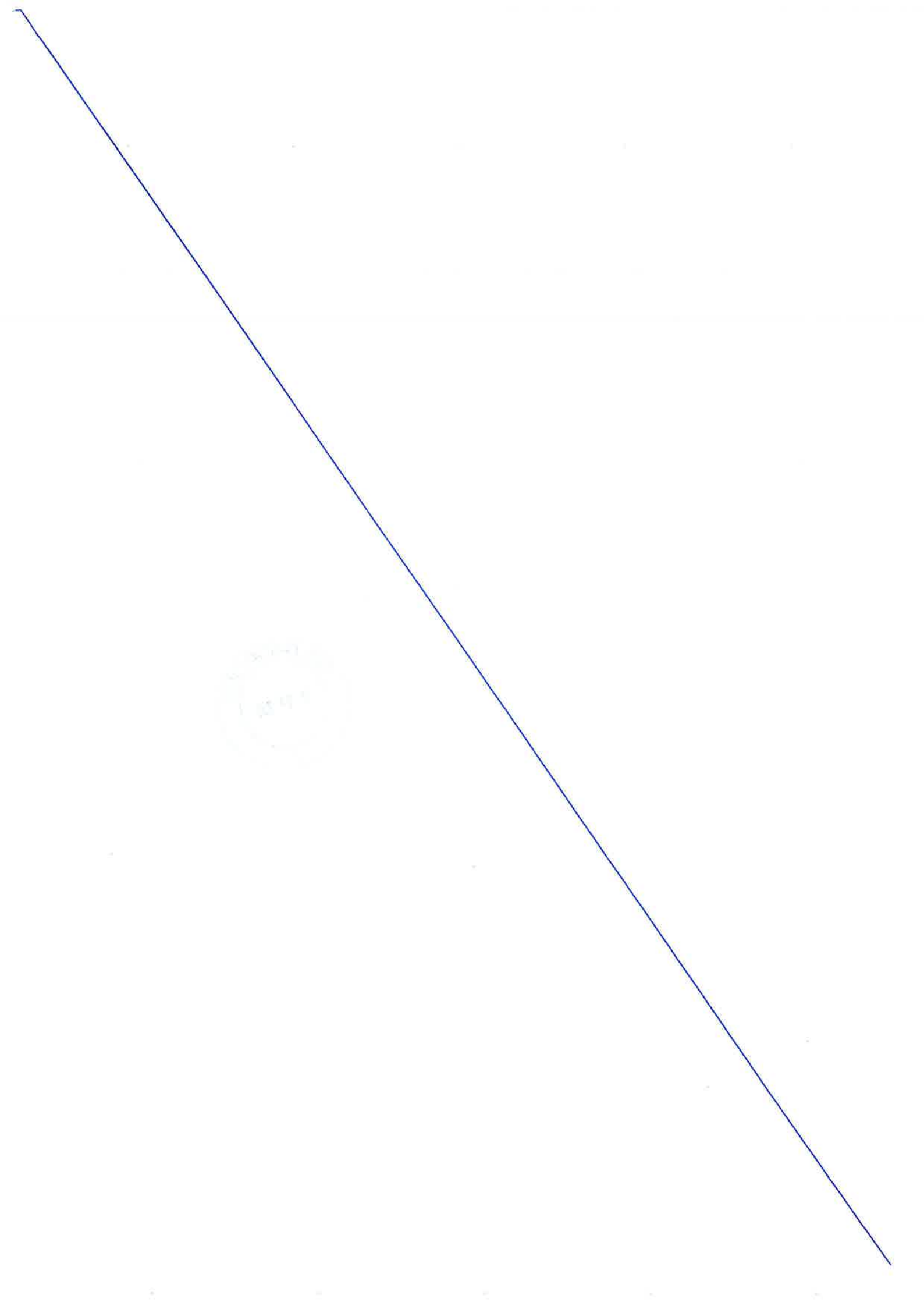


POUR 78

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Madame Rachel ROUSSEL.



OFFICE DE TOURISME METROPOLITAIN

PROVENCE MEDITERRANEE

Etablissement Public Industriel et Commercial

STATUTS modifiés

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2221-1 et suivants portant Dispositions générales des Régies ; l'article L 2221-10 portant sur les Régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2221-1 portant Création de la Régie ; les articles R 2221-1 et suivants portant Organisation administrative des Régies ; les articles R 222-13 et suivants portant régime financier des Régies ; les articles R 222-13 et suivants portant régime financier des régies, R221-18 et suivants portant organisation et régime financier des régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;

Vu le Code du Tourisme et notamment les articles L 133-1 et suivants portant Dispositions communes applicables aux Offices de tourisme ; l'article L 134-2 ;

Vu le Code du Tourisme et notamment les articles R 133-1 et suivants portant Dispositions particulières applicables aux Offices de tourisme constitués sous la forme d'un établissement public industriel et commercial

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la délibération n°16/09/98 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE du 20 septembre 2016 approuvant le principe de la création d'un Office de Tourisme Communautaire et les modalités d'organisation dudit Office ;

Vu la délibération n°16/11/147 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE du 10 novembre 2016 approuvant les présents statuts de l'Office de Tourisme Communautaire constitué sous la forme d'un Etablissement Public Industriel et Commercial ;

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er : CREATION

Conformément aux dispositions de l'article L 134-2 du Code du tourisme, tel qu'issues de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Communauté d'Agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE a décidé de créer un Office Intercommunal de Tourisme, aux lieu et place des Offices de tourisme du territoire.

ARTICLE 2 : DENOMINATION – NATURE JURIDIQUE - PERIMETRE D'INTERVENTION - SIEGE SOCIAL

La dénomination de l'Etablissement Public, qui relève de la catégorie juridique des Etablissements Publics Industriels et Commerciaux, devient « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » OTMPM

La zone géographique d'intervention de l'Etablissement Public Industriel et Commercial « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » concerne l'ensemble du périmètre de la Métropole TPM.

Le siège de l'Etablissement Public Industriel et Commercial « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » est fixé au n°24 Rue Baudin – Place Vincent Raspail – 83076 Toulon cedex

**« Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée »
Métropole TPM**

ARTICLE 3 : OBJET

Conformément aux dispositions de l'article L.133-3 du Code du Tourisme, l'Etablissement Public Industriel et Commercial « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » se voit confier les missions suivantes :

- Assurer l'accueil et l'information du public sur la Métropole TPM.
- Assurer la promotion touristique de la Métropole TPM en coordination avec l'Agence Départementale de Développement Touristique « Var Tourisme » et le Comité Régional du Tourisme Provence Alpes Côte d'Azur
- Contribuer à coordonner les interventions de l'ensemble des acteurs et partenaires intéressés au développement touristique du territoire communautaire, notamment dans les domaines de la croisière et du tourisme d'affaire.
- Mettre en œuvre la politique locale du tourisme et des programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration de produits touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études
- Favoriser par tous moyens la croissance des performances économiques du secteur touristique

- Animer le montage et la commercialisation de produits et de prestations touristiques
- Créer, élaborer, diffuser et commercialiser, directement ou non, tous produits visant à favoriser la promotion touristique de CA TPM et de son territoire
- Favoriser l'adaptation de l'offre touristique aux exigences de la clientèle tant française qu'étrangère.

Et plus généralement, à assurer toute action concourant à la promotion et au développement touristique de la Métropole TPM.

En matière d'organisation de fêtes et de manifestations à vocation touristique, l'activité de l'office se limite à la promotion touristique et à la communication sur les événements à l'échelle d'une ou plusieurs ou de l'ensemble des communes membres à la condition que cette promotion soit destinée à renforcer la notoriété de la Métropole ainsi qu'à l'animation permanente du territoire.

Conformément aux dispositions de l'article L.133-9 du Code du Tourisme, pour s'assurer d'un aménagement cohérent du territoire communautaire et de son offre touristique, l'EPIC « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » devra être consulté sur les projets d'équipements collectifs touristiques de son territoire.

Une convention d'objectifs annuelle sera le cadre de référence dans la relation entre la Métropole TPM, collectivité de tutelle et l'Office de Tourisme Métropolitain. Elle fixera notamment les objectifs stratégiques, opérationnels et les actions confiées par la Métropole à son outil, l'OTMTPM, ainsi que les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ladite convention.

TITRE II – ADMINISTRATION GENERALE

L'Office de Tourisme Métropolitain constitué sous forme d'EPIC est administré par un Comité de direction et dirigé par un Directeur.

Chapitre I – Le Comité de direction

ARTICLE 4 : ORGANISATION ET DESIGNATION DES MEMBRES

Le Comité de direction est constitué de membres désignés par délibération du Conseil Métropolitain de TPM, conformément aux dispositions de l'article R.133-3 du Code du Tourisme.

Le Comité de direction comprend cinquante-six (56) membres répartis en deux (2) collèges (collège des élus et collège des socio-professionnels) :

- Le collège des élus détient la majorité des sièges du Comité de direction et est composé de trente et un (31) élus membres du Conseil communautaire de TPM
- Le collège des socioprofessionnels est composé de vingt-cinq (25) représentants titulaires et de vingt-cinq (25) représentants suppléants du secteur touristique du territoire communautaire de TPM. Les suppléants sont convoqués en cas d'absence du titulaire.

Les conseillers métropolitains composant le collège d'élus susvisé, sont désignés par le Conseil et ce, pour la durée du mandat, sauf nécessité de pourvoir à un ou plusieurs sièges vacants.

Pour ce qui est du Collège des socioprofessionnels, composé de vingt-cinq (25) représentants titulaires et de vingt-cinq (25) représentants suppléants des activités touristiques du territoire de la Métropole, nommés par le Président de la Métropole TPM et désignés en tant que représentants d'un sous collège, à raison de :

- **Sous collège des hébergements et restaurants :**
- 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants pour le secteur de Hyères
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de Carqueiranne
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de La Seyne sur Mer
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur Le Pradet
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur Le Revest
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de Saint-Mandrier
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de Six Fours les Plages
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de Toulon

- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur d'Ollioules
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de La Garde

- **Sous collège des associations (activités culturelles, nautiques sportives,...) :**

- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de Hyères
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de Toulon

- **Sous collège des artisans-commerçants-entreprises et représentants des entreprises intéressées au tourisme, loisirs, transport, nautisme ou plongée :**

- 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants pour le secteur de Hyères
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de La Crau
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de La Seyne sur Mer
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de La Valette
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour le secteur de Six Fours les Plages
- 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants pour le secteur de Toulon

Les membres titulaires et les membres suppléants du collège de socioprofessionnels sont nommés par arrêté du Président de la Métropole TPM, pour une durée identique à celle des membres du collège des élus.

Selon les dispositions de l'article R.2221-10 du CGCT, les membres du Comité de direction ne peuvent être rémunérés pour leurs fonctions.

Les membres du Comité de direction ne peuvent prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises ou autres structures en rapport avec l'EPIC, ni prêter leur concours à titre onéreux à l'établissement public.

Les membres du Comité de direction ne peuvent prendre part au vote ou avoir un intérêt dans des entreprises ou autres structures sur des projets mis en délibération au comité de direction de l'EPIC.

Les fonctions des membres du Comité de direction prennent fin :

- Pour les membres du collège des socioprofessionnels, lors du renouvellement du Conseil métropolitain
- Pour les membres du collège des élus, à l'issue de leur mandat, ou sous l'effet d'une suppression pour quelque cause que ce soit de leur mandat électif métropolitain
- Pour les membres des deux collèges, sous l'effet d'une démission notifiée par courrier avec accusé de réception au Président de l'EPIC

ARTICLE 5 : FONCTIONNEMENT DU COMITE DE DIRECTION

Le Comité de direction élit parmi ses membres :

- Le Président du Comité de direction choisi parmi le collège des élus

1/Réunions du Comité de direction :

Le Comité de direction se réunit autant que nécessaire et au moins impérativement six (6) fois par an. Il est convoqué chaque fois que le Président le juge utile, ou sur la demande de la majorité de ses membres en exercice.

L'ordre du jour est fixé par le Président, et il est joint à la convocation au moins cinq (5) jours francs avant la date de la réunion.

Le Directeur de l'Office de Tourisme Métropolitain y assiste avec voix consultative. Ce dernier tient procès-verbal de la séance qu'il soumet au Président avant l'expiration d'un délai de dix (10) jours.

Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint des Services en charge du Pôle économie et le Directeur du service tourisme et ouverture maritime de la Métropole TPM participent également avec voix consultative aux séances du Comité de Direction.

Les séances du Comité de direction ne sont pas publiques. Toutefois, sur proposition du Président, le Comité de direction peut associer à ses travaux, avec voix consultative, et inviter à titre ponctuel ou permanent, toute personne ou toute entité qu'il juge utile de constituer auprès de lui et notamment des représentants d'associations ou institutions en lien avec le tourisme tels que l'ADT, le CRT, l'université (liste non exhaustive).

2/Délibérations et décisions du Comité de direction :

Le Comité de direction ne peut délibérer que si le nombre des membres présents à la séance dépasse la moitié de celui des membres en exercice. Lorsque le quorum n'a pas été atteint après une première convocation, il est procédé à une seconde convocation à au moins huit (8) jours d'intervalle. Les délibérations prises après cette deuxième convocation sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

Pour le collège des Elus : lorsqu'un membre du Comité de direction convoqué à une séance ne peut siéger, il peut donner pouvoir par écrit à un autre membre présent du collège du Comité, du collège duquel il relève. Le pouvoir devra parvenir au siège de l'EPIC au plus tard avant le début de la réunion. Aucun membre ne peut détenir plus de deux pouvoirs en plus de sa voix.

Pour le collège des Socio-professionnels : lorsqu'un membre titulaire du Comité de direction convoqué à une séance ne peut siéger, le suppléant est convoqué.

Les délibérations du Comité de direction sont prises à la majorité des votants. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

3/Affichage et contrôle des décisions :

Tous les actes et délibérations du Comité de direction doivent être affichés ou publiés, en fonction de la nature de la décision, en intégralité ou par le biais de comptes rendus, et pendant deux mois. Le tableau d'affichage devra être accessible au public.

En tant qu'organe exécutif de l'EPIC « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée », le Directeur prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Comité de direction.

Il devra transmettre en préfecture ou en sous-préfecture les décisions, au plus tard dans les sept (7) jours de leur vote.

Par exception, le compte administratif, les conventions de marché et délégations de service public et les décisions individuelles devront être transmis dans les quinze (15) jours de leur adoption ou signature.

4/Attributions et responsabilités du Président et du(s) Vice-Président(s) :

Attributions :

Le Président du Comité de direction a un rôle de présidence dudit comité. Ainsi, il convoque le Comité de direction, préside les séances et en fixe l'ordre du jour. Il peut retirer à tout moment un point inscrit à l'ordre du jour, y compris en séance.

Il rend compte autant que nécessaire, de l'activité de l'Office de tourisme devant le conseil de la Métropole TPM.

Il a autorité sur le directeur de l'EPIC et en contrôle le travail.

ARTICLE 6 : ATTRIBUTIONS DU COMITE DIRECTEUR

Le Comité de direction délibère sur toutes questions intéressant le fonctionnement et l'activité de l'EPIC « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » et notamment sur les points suivants :

- L'organisation générale des fonctions de l'Office
- Le budget des recettes et dépenses de l'EPIC, ainsi que les décisions modificatives
- Le rapport annuel d'activité
- Le compte financier de l'exercice écoulé
- La fixation des effectifs du personnel, les conditions générales d'emploi et le montant de leurs rémunérations
- Le programme annuel de publicité, de promotion et de commercialisation touristiques
- L'élaboration et la signature de toutes conventions de partenariat avec les acteurs locaux ou extérieurs
- Les projets de création de nouveaux services ou installations touristiques
- Les questions qui lui sont soumises pour avis par le Conseil Métropolitain de la Métropole TPM
- Toutes questions relatives à la mise en œuvre des missions définies à l'article 3 des présents statuts.

Les marchés de travaux, fournitures et services sont soumis aux règles du Code de la Commande Publique.

Le Comité de direction peut donner délégation au directeur pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, fournitures et de services qui peuvent être passés selon la procédure adaptée.

Chapitre II – Direction

ARTICLE 7 : NOMINATION et STATUT DU DIRECTEUR

La direction est assurée par un Directeur.

Sa nomination et son licenciement sont décidés par délibération du comité de direction sur proposition du président.

Le Directeur ne peut être élu conseiller municipal.

Le Directeur est un agent contractuel de droit public. Il ne peut être élu Conseiller Communautaire.

Le Directeur doit remplir l'ensemble des conditions fixées par l'article R133-12 du Code du Tourisme pour être valablement nommé.

Le Directeur est engagé par un contrat de droit public, pour une durée de trois (3) ans, renouvelable par reconduction expresse. Le contrat peut être résilié sans préavis ni indemnité pendant les trois (3) premiers mois d'exercice de la fonction, conformément aux dispositions de l'article R 133-11 du Code du Tourisme.

La responsabilité du Directeur ne peut être engagée qu'en cas de faute personnelle détachable de sa fonction et de sa mission.

Le Directeur assure le fonctionnement de l'office de tourisme sous l'autorité du Président.

ARTICLE 8 : ATTRIBUTIONS DU DIRECTEUR

Le Directeur assure le fonctionnement de l'Office de tourisme, sous l'autorité et le contrôle du Président, dans les conditions prévues notamment aux articles R 2221-22, R 2221-24, R 2221-28 et R 2221-29 du CGCT.

Ses attributions sont les suivantes :

- Il est le représentant légal de l'EPIC. Après autorisation du Comité de direction, il intente au nom de l'EPIC les actions en justice et défend l'EPIC dans les actions intentées contre lui.

- Il peut également prendre, sans autorisation préalable, tous les actes conservatoires des droits de la régie de l'Office du Tourisme
- Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Comité de direction
- Il exerce la direction de l'ensemble des services et, à ce titre, recrute, anime et licencie le personnel dans la limite des inscriptions budgétaires, avec l'agrément du Président, et dans le respect des dispositions applicables du Code du Travail
- Il est l'ordonnateur public et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses. Il prépare le budget voté par le Comité de direction
- Il passe, en exécution des décisions du Comité de direction, tous actes, contrats et marchés
- Il prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation du Comité de direction
- Il informe régulièrement le Comité de direction sur les actions en cours et sur la tenue des comptes
- Il établit, chaque année, un rapport sur l'activité de l'Office du Tourisme qui est soumis au Comité de direction par le Président, puis au Conseil Métropolitain de la Métropole TPM
- Il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature à un ou plusieurs chefs de service. La délégation devra être faite par écrit, et devra justifier des compétences réelles du délégataire

Chapitre III – Bureau

ARTICLE 9 : ORGANISATION GENERALE ET FONCTIONS

Le Bureau de l'EPIC est composé du Président du Comité de direction et des trois Présidents des Comités territoriaux, comités visés à l'article précédent.

Le Bureau prépare les décisions en amont de chaque Comité de direction et est, par ailleurs, chargé du suivi des affaires courantes de l'Etablissement Public.

Chapitre IV – Pôles Territoriaux

ARTICLE 10 : ORGANISATION GENERALE ET FONCTIONS

La création de l'Office de tourisme s'accompagne de la mise en place de trois Pôles Territoriaux, Ouest, Centre et Est, lesquels constituent des émanations dudit Office de tourisme Métropolitain :

- **Pôle Ouest** : Six Fours, La Seyne sur Mer, Ollioules et Saint-Mandrier

- **Pôle Centre** : Toulon, Le Revest et La Valette ;
- **Pôle Est** : Hyères, Carqueiranne, La Crau, La Garde et Le Pradet.

Les Pôles territoriaux constituent des émanations dudit Office de tourisme Métropolitain

Chapitre V – Comités Territoriaux

ARTICLE 11 : ORGANISATION GENERALE ET FONCTIONS

Au sein de chacun de ces Pôles territoriaux, il est installé une instance de proposition, de suivi et de mise en œuvre de la politique touristique au niveau territorial, instance dénommée Comité Territorial.

Les Présidents des comités territoriaux seront élus par le comité de direction sur proposition des membres du pôle concerné.

Les trois comités territoriaux sont obligatoirement composés des membres siégeant au Comité de direction et rattachés au territoire concerné.

Il pourra être librement associé à la composition de chaque comité territorial, des élus municipaux et socio-professionnels de leur choix, dans le respect du rapport de 45 % de socio professionnels pour 55 % l'élus.

Les comités territoriaux se réunissent à l'initiative du Président du comité territorial concerné qui en fixe l'ordre du jour. Les comités statuent sans condition de quorum.

La liaison entre les comités territoriaux et le Comité de direction est donc assurée par la présence au sein de ces instances de membres siégeant aux deux niveaux de gouvernance, tant au niveau des élus, que des acteurs socio-professionnels.

Cette instance a un rôle dans le fonctionnement de l'Office intercommunal de tourisme, à l'échelle du territoire qui les concerne :

- Participer aux orientations préalables aux décisions du Comité de direction et à préparer lesdites décisions
- Faire toute proposition en matière budgétaire et à assurer le suivi budgétaire relatif au Pôle
- Faire toute proposition en matière d'organisation des missions et des activités du Pôle comme celles relevant des bureaux d'information touristiques ou points d'information qui en dépendent ; assurer le suivi de ces propositions

Chapitre VI – Bureaux d'Information Touristique

ARTICLE 12 : ORGANISATION GENERALE

Les Bureaux d'Information Touristique (BIT) de l'Office de tourisme correspondent aux points d'accueil touristiques communaux préexistants à la création de l'Office de tourisme, pour celles des communes membres de la Métropole TPM qui l'ont souhaité.

Les Bureaux d'Information Touristique (BIT) assurent les missions suivantes :

- Accueil et information des visiteurs ;
- Vente au guichet des points d'accueil.

Chapitre VII – Budget et comptabilité de l'EPIC

ARTICLE 13 : BUDGET

Le Budget de l'EPIC comprend notamment en recettes le produit :

- Des subventions et autres dotations financières, notamment celles de la Métropole TPM
- Des souscriptions particulières et d'offres de concours
- De dons et legs
- De la taxe de séjour définie à l'article L 5211-21 du CGCT, et le cas échéant, de celle(s) instituée(s) en application des dispositions de l'article L 2333-26 du CGCT
- Des recettes provenant de la gestion des services touristiques ou d'installations sportives et touristiques comprises dans son périmètre

Le Budget de l'EPIC « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » comporte notamment en dépenses :

- Les frais d'administration et de fonctionnement
- Les frais de promotion, de publicité et d'accueil
- Les frais inhérents à la commercialisation et à la réalisation des produits commercialisés
- Les frais inhérents à l'exploitation d'équipements touristiques et structurants qu'il gère et plus généralement à l'ensemble des frais des missions qui lui incombent.

Le budget est préparé par le Directeur puis présenté par le Président au Comité de direction qui en délibère avant le 15 Avril de chaque année au plus tard.

La clôture des comptes de l'exercice écoulé est présentée par le Président au Comité de direction qui en délibère au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant.

Le budget et les comptes sont soumis, après délibération du Comité de direction, à l'approbation du Conseil Métropolitain. Si le Conseil Métropolitain, saisi à fin d'approbation, n'a pas fait connaître sa décision dans un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de budget, celui-ci est considéré comme approuvé.

ARTICLE 14 : COMPTABILITE

La comptabilité de l'Office du Tourisme est tenue conformément à un plan comptable particulier établi sur la base du plan comptable général et approuvé par arrêté du Ministre chargé de l'économie et des finances, du Ministre de l'intérieur et du Ministre chargé du tourisme.

Les dispositions des articles R 2221-35 à R 2221-52 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives au fonctionnement comptable et budgétaire des régies à caractère industriel et commercial s'appliquent à l'EPIC « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée »

ARTICLE 15 : COMPTABLE PUBLIC

Les fonctions de comptable sont confiées soit à un comptable direct du trésor, soit à un agent comptable. Le comptable sera nommé par le Préfet sur proposition du Comité de direction après avis du Trésorier-Payeur-Général.

L'agent comptable peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un ou plusieurs agents.

Il assure le fonctionnement des services de la comptabilité avec l'aide du personnel nécessaire. Il est soumis à l'ensemble des obligations incombant aux comptables publics selon le décret portant règlement général sur la comptabilité publique.

Il est placé sous l'autorité du Directeur, sauf pour les actes qu'il accomplit sous sa responsabilité propre en tant que comptable public.

Chapitre VIII – Statuts des personnels de l'Office intercommunal de tourisme

ARTICLE 16 : REGIME GENERAL

Les employés de l'Office intercommunal de tourisme sont recrutés par le Directeur sur des contrats de droit privé. En dehors du Directeur, de l'agent comptable et du personnel sous statut de droit public mis à disposition, le personnel de l'office relève du droit du travail.

Les employés de l'EPIC autres que le Directeur et le comptable, relèvent du droit du travail, et plus particulièrement de la **convention collective Nationale des Organismes de Tourisme (n°3175)** régissant les activités des Offices de Tourisme.

TITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 : PRESTATIONS DE SERVICES

L'EPIC pourra, en fonction de demandes qui lui seront faites en ce sens, par telle ou telle Commune membres de la Métropole TPM, assurer des prestations de services liées à l'organisation de certaines manifestations, de festivités et d'animations touristiques, et qui continuent de relever de la compétence du niveau communal.

Ces prestations donneront lieu, de la part des Communes concernées et demandeuses, à remboursement à l'Office des frais induits par la réalisation desdites prestations par l'Etablissement Public.

ARTICLE 18 : ASSURANCES

L'EPIC « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » est tenu, conformément à la Loi, de contracter les assurances et garanties financières nécessaires afin de garantir ses activités. Il doit également garantir les biens meubles et immeubles de tous les risques de toutes natures.

ARTICLE 19 : CONTENTIEUX

L'EPIC « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » est représenté en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Directeur. En cas de contentieux, le litige sera porté devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente.

ARTICLE 20 : CONTROLE

De manière générale, Le Conseil métropolitain de la Métropole TPM peut, à tout moment, demander toutes justifications concernant l'accomplissement des obligations de l'EPIC « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée », effectuer toutes vérifications qu'il juge opportunes, obtenir tous documents comptables, statistiques ou autres, et faire toutes vérifications qu'elle juge utile sans que le Comité de direction ni le Directeur n'aient à s'y opposer.

ARTICLE 21 : AFFILIATION

L'Office du Tourisme « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée », sera affilié à la Fédération Nationale des Offices de Tourisme (dénommée ADN Offices de Tourisme de France) et à sa représentation régionale (la FROTSI).

ARTICLE 22 : REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur sera adopté par le Comité de Direction. Il pourra faire l'objet de modifications pour permettre notamment son adaptation à l'évolution du contexte touristique, et pour faciliter sa mise en conformité avec l'évolution législative et réglementaire.

ARTICLE 23 : DUREE ET DISSOLUTION

L'EPIC « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » est créé pour une durée illimitée.

En cas de dissolution de l'EPIC, celle-ci sera prononcée conformément aux dispositions des articles R 133-18 et R 134-12 du Code du tourisme, à savoir par le Conseil Communautaire de la CA TPM.

En cas de dissolution de l'EPIC, le Conseil Métropolitain de la Métropole TPM peut alors désigner un ou plusieurs liquidateurs.

Les comptes sont arrêtés à la date de la délibération du Conseil Métropolitain de la Métropole TPM annonçant la dissolution.

Les résultats de la liquidation sont portés à un compte rattaché au budget de la Métropole TPM.

ARTICLE 24 : DOMICILIATION

L'EPIC « Office de Tourisme Métropolitain Provence Méditerranée » fait élection de domiciliation au n°24 Rue Baudin – Place Vincent Raspail – 83076 Toulon cedex

Fait à Toulon, le

Pour la METROPOLE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Le Président

Pour l'OFFICE DE TOURISME METROPOLITAIN
PROVENCE MEDITERRANEE
Le Président

Jean-Pierre GIRAN

Laurent JEROME